

EXECUTION BUDGETAIRE A FIN MARS 2015

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, le budget de l'Etat s'est exécuté dans un contexte marqué au plan international par : (i) un ralentissement de la croissance dans les économies avancées et émergentes, avec des taux de croissance de 0,3% et 1,3% au premier trimestre 2015 respectivement, contre 0,5% et 1,5% au quatrième trimestre 2014 ; (ii) le redressement des cours mondiaux du pétrole qui se situent en moyenne à 54 dollars le baril après avoir atteint 47 dollars à la mi-janvier ; et (iii) la crise de la dette souveraine de la Grèce dans la zone euro.

S'agissant des cours de nos principales matières premières, en dehors du cacao et de l'aluminium, ils enregistrent des baisses significatives par rapport au premier trimestre 2014. En effet, le prix moyen de l'aluminium augmente de 5,4% et se situe à 1800,1 dollars la tonne. Le cours moyen du cacao augmente de 0,3% et s'établit à 2889,9 dollars la tonne. Les cours moyens des cafés arabica et robusta baissent de 0,2% et 0,6% respectivement pour se situer à 152,9 cents/ib et 101,4 cents/ib. Le cours moyen du caoutchouc naturel est de 191 cents/ib contre 221,8 cents/kg un an plus tôt, soit une diminution de 13,9%. Le cours moyen du coton brut s'établit à 68,9 cents/ib, en baisse de 26,7%. Le prix moyen de l'huile de palme recule de 22,9% à 627,9 dollars la tonne. Le cours moyen du pétrole brut chute de 49,9% en glissement annuel, passant de 107,9 dollars le baril au premier trimestre 2014 à 54,1 dollars au premier trimestre 2015.

Au plan national, la situation économique se caractérise par : (i) une consolidation de la croissance. Le taux de croissance est estimé à 6,2% en 2014 contre 5,6% en 2013. La projection pour l'année 2015 a été révisée à la hausse à 6,4% contre 5,8% initialement ; (ii) le début de la mise en œuvre du plan d'urgence pour l'accélération de la croissance ; et (iii) la poursuite de la lutte contre le terrorisme exercé par la secte islamiste BOKO HARAM. L'exécution du budget de l'Etat au cours du premier trimestre 2015, s'est caractérisée notamment par une sous-réalisation des recettes pétrolières, en raison de la chute des cours mondiaux du pétrole par rapport au niveau retenu dans la loi de finances.

Les recettes budgétaires internes recouvrées au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, s'élèvent à 722,5 milliards. Elles sont en hausse de 25,8 milliards (+3,7%) par rapport à la même période de l'exercice 2014 où elles se situaient à 696,7 milliards. Cette hausse est attribuable aux recettes non pétrolières qui croissent de 57,9 milliards (+9,7%). Les recettes pétrolières enregistrent une chute de 31,3%, soit 32,1 milliards.

Les dépenses budgétaires totales se chiffrent à 761,1 milliards à fin mars 2015 contre 597,6 milliards à fin mars 2014, soit une hausse de 163,5 milliards (+27,4%) en glissement annuel. Cet accroissement se justifie par la hausse des dépenses courantes (+22,8%), des dépenses d'investissement (+37,6%), et du service de la dette (+34,5%).

Les prévisions trimestrielles des recettes budgétaires totales fixées à 920,6 milliards n'ont pas été atteintes, et leur taux de réalisation est de 89%. Cette sous-réalisation est imputable aux recettes pétrolières et aux emprunts et dons.

Les recettes budgétaires internes recouvrées à fin mars 2015 sont en retrait de 49,1 milliards par rapport à une prévision de 771,6 milliards, soit un taux de réalisation de 93,6%. Cette sous réalisation résulte des recettes pétrolières, qui affichent un taux de réalisation de 49,8%.

Les emprunts et dons s'élèvent à 107 milliards au premier trimestre 2015 contre 86,1 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 20,9 milliards (+24,3%). Par rapport aux 149,6 milliards de prévision trimestrielle, elles sont en retrait de 42,6 milliards, soit un taux de réalisation 71,5%.

Les dépenses budgétaires totales étaient prévues à 920,6 milliards au premier trimestre 2015. Elles ont été exécutées à hauteur de 761,1 milliards, soit un taux d'exécution de 82,7%. Les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 86,6%, les dépenses d'investissement à 71,8%, et le service de la dette publique à 89,7%.

1- LES RECETTES

Les recettes pétrolières se chiffrent à 70,5 milliards à fin mars 2015, dont 64,1 milliards de redevance SNH. Elles sont en baisse de 32,1 milliards (-31,3%) par rapport à fin mars 2014 où elles étaient de 102,6 milliards. Par rapport aux 141,5 milliards de prévision trimestrielle, elles enregistrent un taux de réalisation de 49,8%.

Les recettes non pétrolières passent de 594,1 milliards à fin mars 2014 à 652 milliards à fin mars 2015, soit une hausse de 57,9 milliards (+9,7%) entre les deux périodes. Par rapport aux 630,1 milliards de prévision trimestrielle, elles sont en dépassement de 21,9 milliards, soit un taux de réalisation de 103,5%. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières se présentent comme suit :

Les recettes des impôts et taxes recouvrées au terme du premier trimestre 2015 s'élèvent à 454,5 milliards contre 413 milliards au premier trimestre 2014, soit une hausse de 41,5 milliards (+10%). Par rapport aux 429,2 milliards d'objectif du trimestre, elles enregistrent un taux de réalisation de 105,9%. Cette bonne performance s'observe principalement au niveau de trois grandes rubriques, à savoir : (i) l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+19,6 milliards) ; (ii) la TVA (+12,2 milliards) ; et (iii) les droits d'accises (+5,2 milliards).

Les recettes douanières se chiffrent à 170 milliards à fin mars 2015 contre 161,4 milliards à fin mars 2014, soit une augmentation de 8,6 milliards (+5,3%) en glissement annuel. Elles évoluent dans le même sens que les importations hors pétrole qui croissent de 1,6% en valeur au cours de la même période. Les droits de douane s'accroissent de 4,9 milliards et de la TVA à l'importation de 1,5 milliard. Par rapport aux 172 milliards prévus au premier trimestre 2015, elles enregistrent un taux de réalisation de 98,8%.

Les recettes non fiscales progressent de 7,8 milliards (+39,6%) et s'établissent à 27,5 milliards à fin mars 2015. Par rapport aux 28,9 milliards de prévision trimestrielle, elles sont en retrait de 1,4 milliards, soit un taux de réalisation de 95,1%.

2- LES DEPENSES

Les dépenses courantes augmentent de 91,6 milliards (+22,8%) en glissement annuel pour se situer à 493,1 milliards à fin mars 2015. Par rapport aux 569,1 milliards prévus, elles sont en retrait de 76 milliards, soit un taux d'exécution de 86,6%. L'évolution et les réalisations des principales rubriques des dépenses courantes se présentent comme suit :

Les dépenses de personnel progressent de 18,5 milliards (+9,3%) et s'établissent à 218,5 milliards au premier trimestre 2015 contre 200 milliards à la même période de

l'année 2014. Elles sont en retrait de 6,5 milliards par rapport aux 225 milliards prévus, soit un taux d'exécution de 97,1%.

Les dépenses des biens et services s'accroissent de 89,9 milliards (+76,5%) en glissement annuel et s'élèvent à 207,4 milliards à fin mars 2015. Le taux d'exécution de ces dépenses est de 99,7% par rapport aux 208 milliards d'objectif trimestriel.

Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 67,2 milliards au terme du premier trimestre 2015, régressant ainsi de 16,8 milliards (-20%) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Comparativement aux 136,1 milliards prévus, elles enregistrent une sous consommation de 68,9 milliards et un taux d'exécution de 49,4%.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 190 milliards à fin mars 2015 contre 138,1 milliards à fin mars 2014, soit une hausse de 51,9 milliards (+37,6%) entre les deux périodes. Par rapport aux 264,5 milliards prévus, ces dépenses sont en retrait de 74,5 milliards, soit un taux d'exécution de 71,8%. L'évolution et les réalisations des principales composantes des dépenses d'investissement se présentent comme suit :

Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 123,5 milliards à fin mars 2015, augmentant ainsi de 69,9% par rapport à fin mars 2014. Par rapport à la prévision du premier trimestre 2015 fixée à 162,5 milliards, elles sont en retrait de 39 milliards, soit un taux d'exécution de 76%.

Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs augmentent de 0,9 milliard pour se situer à 62 à fin mars 2015. Par rapport aux 95 milliards prévus au premier trimestre 2015, ces dépenses enregistrent un taux d'exécution de 65,3%.

Les dépenses de restructuration s'élèvent à 4,5 milliards à fin mars 2015 contre 4,3 milliards à la même période de l'exercice 2014, soit une hausse de 0,2 milliard. Elles sont en retrait de 2,5 milliards par rapport aux 7 milliards attendus au premier trimestre, soit un taux d'exécution de 64,3%.

Le service de la dette publique

Le service de la dette publique au premier trimestre 2015 s'élève à 78 milliards contre 58 milliards au premier trimestre 2014, soit une hausse de 20 milliards (+34,5%) en glissement annuel. Par rapport aux 87 milliards prévus, le service de la dette publique est en retrait de 9 milliards, soit un taux d'exécution de 89,7%.

Le service effectif de la dette extérieure se chiffre à 41,9 milliards à fin mars 2015 contre 26 milliards à fin mars 2014, soit une augmentation de 15,9 milliards (+61,2%). Compte tenu des fluctuations des taux de change, son taux de réalisation est en réalité de 100% par rapport aux 42 milliards prévus.

Les paiements au titre de la dette intérieure sont en hausse de 4,1 milliards (12,8%), passant de 32 milliards à fin mars 2014 à 36,1 milliards à fin mars 2015. Par rapport aux 45 milliards prévus, ces paiements sont en retrait de 8,9 milliards, soit un taux d'exécution de 80,2%.

EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A FIN MARS 2015

(En milliards de FCFA, sauf précision contraire)

RUBRIQUES	L.F. 2015	janv-mars 15	janv-mars 15	janv-mars 14	Taux de Réalisation° (b/a)(%)	Ecart (b)-(a)	Variation	
		Prévisions (a)	Réalisations (b)	Réalisations (c)			(b/c) (abs)	(b/c) (%)
A- RECETTES INTERNES	2963,4	771,6	722,5	696,7	93,6	-49,1	25,8	3,7
I-Recettes pétrolières	751,2	141,5	70,5	102,6	49,8	-71,0	-32,1	-31,3
1-Redevance SNH	549,9	137,5	64,1	102,6	46,6	-73,4	-38,5	-37,5
2- IS pétrole	201,3	4,0	6,4	0,0	160,0	2,4	6,4	-
II- Recettes non pétrolières	2212,2	630,1	652,0	594,1	103,5	21,9	57,9	9,7
1- Recettes Fiscales	2096,5	601,2	624,5	574,4	103,9	23,3	50,1	8,7
a- Recettes des impôts et taxes	1403,8	429,2	454,5	413,0	105,9	25,3	41,5	10,0
dont - IRPP	280,5	70,1	69,0	65,1	98,4	-1,1	3,9	6,0
- TVA	470,0	103,2	107,3	95,1	104,0	4,1	12,2	12,8
- IS non pétrole	307,0	173,5	186,8	167,2	107,7	13,3	19,6	11,7
- Droits d'accises	114,0	30,8	35,2	30,0	114,3	4,4	5,2	17,3
- Droits d'enreg.et timbre	79,2	20,1	18,3	17,1	91,0	-1,8	1,2	7,0
- TSPP	107,0	25,0	25,9	30,5	103,6	0,9	-4,6	-15,1
b- Recettes douanières	692,7	172,0	170,0	161,4	98,8	-2,0	8,6	5,3
dont - Droit de douane import.	306,7	76,7	78,7	73,8	102,6	2,0	4,9	6,6
- TVA import.	350,0	87,5	80,6	79,1	92,1	-6,9	1,5	1,9
- Droits d'accises import.	15,0	3,8	4,0	3,2	106,7	0,3	0,8	25,0
- Droits de sortie	13,5	3,4	4,2	3,4	124,4	0,8	0,8	23,5
2- Recettes non fiscales	115,7	28,9	27,5	19,7	95,1	-1,4	7,8	39,6
3- Recettes des privatisations	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	0,0	-
B- EMPRUNTS ET DON	783,2	149,6	107,0	86,1	71,5	-42,6	20,9	24,3
- Prêts projets	405,0	90,0	58,2	60,3	64,7	-31,8	-2,1	-3,5
- Dons	58,2	14,6	3,8	0,8	26,1	-10,8	3,0	375,0
- Emission des titres publics	320,0	45,0	45,0	25,0	100,0	0,0	20,0	80,0
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	3746,6	921,2	829,5	782,8	90,1	-91,7	46,7	6,0
DEPENSES								
I-Dépenses courantes	2159,9	569,1	493,1	401,5	86,6	-76,0	91,6	22,8
Dépenses de personnel	900,0	225,0	218,5	200,0	97,1	-6,5	18,5	9,3
Dépenses de Biens & Services	715,6	208,0	207,4	117,5	99,7	-0,6	89,9	76,5
dont - C2D	12,6	8,0	7,7	1,8	96,3	-0,3	5,9	327,8
Transferts et pensions	544,3	136,1	67,2	84,0	49,4	-68,9	-16,8	-20,0
II- Dépenses d'investissement	1150,0	264,5	190,0	138,1	71,8	-74,5	51,9	37,6
Sur financements extérieurs	425,0	95,0	62,0	61,1	65,3	-33,0	0,9	1,5
Sur ressources propres.	650,0	162,5	123,5	72,7	76,0	-39,0	50,8	69,9
dont - C2D	27,8	4,0	0,0	0,0	0,0	-4,0	0,0	-
Dépenses de restructurations	75,0	7,0	4,5	4,3	64,3	-2,5	0,2	4,7
IV- Service de la dette publique	436,7	87,0	78,0	58,0	89,7	-9,0	20,0	34,5
Dette extérieure	109,5	42,0	41,9	26,0	99,8	-0,1	15,9	61,2
Dette intérieure	327,2	45,0	36,1	32,0	80,2	-8,9	4,1	12,8
dont - Amortissement du principal	96,6	6,0	5,1	5,7	85,0	-0,9	-0,6	-10,5
- Remboursement crédits de TVA	100,0	25,0	21,0	20,0	84,0	-4,0	1,0	5,0
- Arriérés intérieurs	116,1	10,0	8,9	4,9	89,0	-1,1	4,0	81,6
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	3746,6	920,6	761,1	597,6	82,7	-159,5	163,5	27,4

Source: MINFI/DAE/FP.